

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 11h30, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Affaires budgétaires / Ressource en eau - Programme d'actions 2021 - Travaux sur le réservoir de Saint-Jean - Candidature à l'appel à projet « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » proposé par l'agence de l'eau Adour-Garonne

Exposé des motifs :

Le réservoir de Saint-Jean (classe C, en amont du bassin de la Douze) est concerné par une mise en conformité réglementaire identifiée suite à la visite d'inspection de 2018 : redimensionnement de l'évacuateur de crue (EVC), réhausse de la crête et du filtre cheminée de la digue, et réhausse de la protection anti-batillage sur le parement amont. Après de nombreuses études préliminaires et échanges avec les services de l'Etat, le projet (PRO) a été validé par la CLE et les services de l'Etat. La consultation des entreprises de travaux est en cours pour une remise des offres début juin, et une réalisation effective des travaux d'août à novembre 2021.

Compte tenu des demandes d'amendements des services de l'Etat (et notamment un redimensionnement de l'EVC selon la réglementation applicable à un ouvrage de classe B), le coût global de l'opération a été réévalué à 530 000 € HT, ce qui fait l'objet de la DM1.

Dans le cadre du plan de Relance économique, l'Etat a prévu une enveloppe de 15 M€ pour mettre en conformité ou rétablir les capacités des ouvrages multi-usages. Cette enveloppe concerne uniquement les ouvrages domaniaux gérés par la DGPR du MTE.

L'agence de l'eau se propose d'accompagner les propriétaires des autres ouvrages compte tenu de la fonction multi-usages des retenues, de la contribution de certains de ces travaux à la restauration de l'équilibre quantitatif et du débit des cours d'eau en période d'étiage.

Pour cela, l'agence vient de lancer un appel à projet « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » qui porte sur les opérations de mise en sécurité, pour des ouvrages multi-usages pouvant, par la réalimentation de cours d'eau, contribuer à la sécurisation des prélèvements et du débit des rivières. Les travaux doivent permettre de restaurer les modalités initiales de gestion hydraulique des retenues, en débit et/ou volume.

Les travaux à réaliser sur les réservoirs de Saint-Jean rentrent bien dans ce cadre : une contrainte de non-remplissage est imposée sur Saint-Jean depuis 2019, dans l'attente de la réalisation des travaux.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



L'appel à projet présenté prévoit une phase de candidature avec une lettre d'intention à déposer au plus tard le 1^{er} juillet, puis pour les opérations présélectionnées, un dépôt de dossier complet au 31 décembre 2021. Toutefois, des dossiers complets peuvent d'ores et déjà être constitués pour des opérations prêtes à être lancées, ce qui est le cas de Saint-Jean.

L'enveloppe pour cet appel à projets est de 4 M€.

Le taux de financement est celui relatif aux opérations d'aménagements de réserves existantes dans le cadre de la délibération DL/CA/18-70* (gestion quantitative de la ressource et économies d'eau) soit :

- Taux de base 50 %
- Taux bonifié de 70 % pour les opérations réalisées au bénéfice d'un territoire prioritaire en termes de restauration de l'équilibre quantitatif

Plan de financement prévisionnel :

Coût estimé de l'opération HT	Territoire prioritaire (déséquilibre important)	Taux de financement attendu	Montant maximal attendu de l'aide Agence*	Charge résiduelle minimale IA
530 000 € (Estimation du PRO)	Oui, demande effectuée dans dossier candidature pour portage PTGE Douze	70 %	371 000 €	159 000 € (CD32)

* sous réserve des dépenses retenues comme éligibles

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De solliciter la participation financière de l'agence de l'eau Adour-Garonne pour les travaux d'optimisation du réservoir de soutien d'étiage de Saint-Jean dans le cadre de l'appel à projet « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau », pour un montant estimé de 371 000 €,
- D'autoriser le Président à signer le formulaire de demande d'aide ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.